

Assassinat des moines de Tibhirine

Ensemble statuaire à Lyon

En 2016, cet ensemble statuaire rendant hommage aux moines de Tibhirine a été inauguré à la maison Saint-Irénée. Il devait initialement être installé dans un square du quartier de La Guillotière, haut-lieu de l'immigration algérienne et où certains des moines usèrent leurs sandales avant de prendre le chemin de l'Atlas. Mais ce lieu aurait pu être vu comme une provocation par des Lyonnais de confession musulmane, une mosquée salafiste se trouvant non loin.

Monastère de Tibhirine

Fondé en 1938, ce monastère trappiste se situe près de Médéa, à 90 km au sud d'Alger, dans une zone montagneuse. L'abbaye Notre-Dame de l'Atlas est située dans un domaine agricole. Les moines s'y consacrent à la prière et vivent du travail de la terre, selon la doctrine trappiste. Ils donnent des cours aux enfants du village et tiennent une consultation médicale dans le dispensaire du monastère. L'abbaye a enfin, selon la tradition monastique bénédictine, une hôtellerie qui accueille les visiteurs désirant se ressourcer.

Les moines entretenaient de bonnes relations avec le voisinage. Ils participaient aux repas de fêtes musulmanes, comme la fin du ramadan. Les villageois eux, s'associaient aux grandes fêtes chrétiennes : un couscous (sans viande) réunissait bien souvent les moines et les habitants du village.

Premières alertes

En 1993, deux géomètres français sont assassinés à Sidi Bel Abbès par un groupe du GIA (Groupe Islamique Armé), trois agents consulaires français sont enlevés à Alger mais mystérieusement libérés sans contrepartie. Les services secrets algériens sont soupçonnés d'avoir organisé un faux enlèvement pour démontrer le sérieux de la menace islamiste, faire avaliser la politique de répression du gouvernement algérien et monter l'opinion française contre les islamistes de France. Puis douze ouvriers croates sont égorgés à quelques kilomètres du monastère. En décembre 1993, un groupe armé de l' AIS (Armée Islamique du Salut) fait irruption dans le monastère, exige l'impôt révolutionnaire pour sa cause et veut emmener le médecin de la communauté, frère Luc. Le prieur du monastère refuse, tout en rappelant que frère Luc reste disponible pour tous les malades qui viendront au monastère. Le groupe repart alors sans leur faire de mal.

Enlèvement

Dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, un groupe d'une vingtaine d'individus enlèvent sept moines. Deux membres de la communauté qui dormaient dans une autre partie du monastère, échappent aux ravisseurs.

Négociations

Fin avril, un communiqué, attribué au GIA, assure que les moines sont toujours vivants. Il propose un échange de prisonniers et se termine par cette phrase : « Si vous libérez, nous libérerons... ». En France, la négociation est menée par la DGSE et par la DST. Parallèlement, Jean-Charles Marchiani, ex-préfet du Var, tente lui aussi de faire libérer les otages.

Mort des moines

Le 21 mai, un nouveau communiqué, attribué au GIA annonce : « Nous avons tranché la gorge des sept moines, conformément à nos promesses. » L'annonce du massacre suscite une très forte émotion en France. Le 30 mai, le Gouvernement algérien annonce la découverte des dépouilles des moines, près de Médéa. Seules les têtes ont été retrouvées.

Circonstances de la mort des moines

Les circonstances exactes de la mort des moines restent mystérieuses. Plusieurs hypothèses ont ainsi été envisagées :

Version officielle d'Alger : la version officielle est celle impliquant le Groupe islamique armé mais des doutes subsistent quant à l'authenticité des deux communiqués. Étrangement, les autorités algériennes vont chercher à cacher le fait que les corps aient disparu. Pour faire illusion, elles vont jusqu'à lester les cercueils des moines avec du sable, ce qui alimentera les doutes sur la thèse officielle du « crime islamiste » pour expliquer leur décès.

Hypothèse des services secrets algériens manipulant le GIA : les services secrets algériens auraient commandité l'assassinat des moines. Initialement, l'opération visait à contraindre les moines, qui soignaient les insurgés, à quitter la région, à discréditer les islamistes du GIA et à obtenir la reconnaissance de la France en faisant libérer les otages par l'armée. Les moines ne devaient pas être tués, mais des soupçons grandissants auraient finalement incité Alger à faire éliminer les moines.

Hypothèse d'une bavure de l'armée algérienne : les sept moines français auraient été tués par erreur, peu après leur enlèvement, lors d'une opération menée par l'armée algérienne qui aurait mitraillé un camp depuis un hélicoptère, pensant qu'il abritait des membres du GIA. L'armée algérienne, embarrassée par cette bavure, aurait ensuite décapité les cadavres des moines pour faire croire à un assassinat commis par les terroristes. Cette hypothèse d'une erreur de l'armée est fortement contredite par l'un des deux moines survivants, par des incertitudes techniques sur cette intervention aérienne et surtout, par le rapport d'autopsie de la dépouille des moines.

Hypothèse impliquant les services français : les services français auraient souhaité faire durer les tractations le plus longtemps possible car, ayant localisé le lieu de détention des religieux, ils préparaient une opération commando pour les libérer. Informées, les autorités algériennes auraient très mal pris les choses et auraient fait exécuter les moines.

Enquête en cours

L'enquête a dû faire face à une « opacité anormale » et « une lenteur excessive ». En 2014, les juges antiterroristes français Marc Trévidic et Nathalie Poux, assistés de cinq experts, sont enfin autorisés à effectuer l'autopsie des crânes en Algérie mais ce n'est qu'en 2016 que les prélèvements effectués sur les dépouilles peuvent être ramenés en France. Le rapport d'autopsie publié en mars 2018 révèle que les moines n'ont pas été tués par balles mais qu'ils ont été égorgés et que les décapitations ont eu lieu post-mortem.

Le 26 janvier 2018, le pape François a reconnu leur mort in odium fidei (dans la haine de la foi) et signé le décret de béatification. La cérémonie sera célébrée le 8 décembre 2018 à Oran en Algérie en présence d'un millier d'invités, chrétiens et musulmans partageant pour l'occasion un message de fraternité.